

## Cent soixante-dixième session du Conseil

### **Point 7: Informations actualisées sur l'action menée par la FAO pour faire face à la covid-19: construire pour transformer**

Les économies du monde entier ont pâti des effets de la covid-19, qui a fait perdre leur revenu et leur emploi à des millions de personnes, ainsi précipitées dans la pauvreté et la faim. D'après l'édition 2021 du rapport sur *L'État de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde*, entre 720 et 811 millions de personnes dans le monde ont souffert de la faim en 2020, soit 161 millions de plus qu'en 2019.

L'édition 2022 du *Rapport mondial sur les crises alimentaires* révèle que 193 millions de personnes dans 53 pays et territoires ont connu l'insécurité alimentaire aiguë à des degrés de crise ou des degrés supérieurs (phases 3 à 5 du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire/Cadre Harmonisé) en 2021. Ce chiffre représente une augmentation de près de 40 millions de personnes par rapport à celui de 2020, qui avait déjà atteint un niveau sans précédent. Les conflits constituent l'un des principaux facteurs en cause, puisqu'ils ont fait basculer 139 millions de personnes de 24 pays ou territoires dans l'insécurité alimentaire aiguë, contre environ 99 millions dans 23 pays ou territoires en 2020.

En 2022, les efforts de redressement post-covid-19 sont mis à mal par la guerre en Ukraine, qui a de multiples répercussions partout dans le monde. D'après la récente édition des *Perspectives de l'économie mondiale* du Fonds monétaire international (FMI), la croissance économique mondiale devrait ralentir et passer, selon les estimations, de 6,1 pour cent en 2021 à 3,6 pour cent en 2022 et 2023, soit un recul de 0,8 et 0,2 point de pourcentage pour 2022 et 2023, respectivement, par rapport aux projections de janvier 2022.

Depuis le début de la pandémie, la FAO a œuvré sans relâche dans le cadre de son Programme global d'intervention et de redressement dans le contexte de la covid-19, lequel a été prolongé jusqu'en juillet 2023.

Le Programme, dont les besoins opérationnels s'élèvent à 1,32 milliard d'USD, avait reçu, en février 2022, des contributions confirmées et annoncées totalisant 466 millions d'USD, soit environ 35 pour cent de l'objectif.

En ce qui concerne l'orientation régionale, c'est l'Afrique qui a reçu à ce jour la proportion la plus importante des contributions volontaires et des ressources de la FAO (38 pour cent du total, un chiffre en hausse), suivie de la région Proche-Orient et Afrique du Nord et de la région Amérique latine et Caraïbes (30 pour cent et 13 pour cent du total, respectivement).

La FAO a mobilisé, dans le cadre du Programme, un soutien politique, financier et technique pour atteindre une part importante des populations rurales et relancer les activités économiques. Cette mobilisation a pris diverses formes: utilisation de sources de données innovantes pour surveiller et évaluer rapidement l'impact de la covid-19; renforcement et transposition à plus grande échelle des programmes nationaux de protection sociale dans les différentes régions; travaux d'analyse de l'impact de la pandémie sur le commerce agroalimentaire, comprenant notamment une formation en ligne sur la sécurité sanitaire des aliments; recours à des systèmes d'alerte rapide, en collaboration avec l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE), l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), pour suivre les interactions entre l'animal et l'homme tout en promouvant l'approche globale «Une seule santé»; planification des interventions d'urgence intéressant la transhumance sûre des éleveurs pastoraux vers les pâturages d'hiver (par exemple en Afghanistan).

Le Programme a de nouveau démontré l'importance considérable d'un mécanisme de suivi solide, notamment de systèmes d'alerte rapide, aux fins de la collecte et de l'analyse des données en temps réel, du suivi des prix, de la détection de zones de vulnérabilité et de goulots d'étranglement, ainsi que la nécessité d'établir un lien solide entre les décisions relatives aux politiques à court, moyen et long termes et les mesures correspondantes, l'accent devant être mis sur les femmes étant donné qu'elles constituent le groupe le plus durement frappé par la pandémie au sein des systèmes agroalimentaires.

Le Programme a également faire ressortir la nécessité de politiques et de stratégies permettant de s'attaquer aux problèmes structurels liés aux inégalités et d'interventions immédiates et concrètes pour garantir des emplois décents et soutenir l'activité économique dans le secteur informel.

*M. Máximo Torero Cullen, Économiste en chef*